

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen , le 25/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



GREEN PACK

674, rue Jeanne la Lorraine
76850 BOSC LE HARD

Références : UDRD.2022.03.CD.29.EmGo.BrJ

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2022 dans l'établissement GREEN PACK implanté 674, rue Jeanne la Lorraine 76850 BOSC LE HARD. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée suite à un signalement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GREEN PACK
- 674, rue Jeanne la Lorraine 76850 BOSC LE HARD
- Code AIOT dans GUN : 0005800685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Société GREEN PACK, lavage de fûts, radiée du registre des sociétés par jugement en date du 21 septembre 2020.

Le thème de visite retenu est le suivant:

- Mise en sécurité des installations et du site industriel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise à l'arrêt définitif	Code de l'environnement article R.512-39-1 et article L. 556-3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site présente des dangers significatifs pour des éventuels promeneurs et/ou enfants venant jouer au sein des bâtiments.

N'étant pas clos et probablement sous alimentation électrique, il a lieu, pour le propriétaire des terrains, de procéder à une mise en sécurité des installations électriques et la mise en place de mesures visant à empêcher l'accès au site industriel.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise à l'arrêt définitif - Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'Environnement, article R.512-39-1 et article L.556-3
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu de la notification – mesures prises pour assurer l'arrêt de l'exploitation et la mise en sécurité du site
Prescription contrôlée : <u>article R.512-39-1 du CE</u> La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. Et l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site. <u>article L.556-3 du CE</u> " I. En cas de pollution des sols ou de risques de pollution des sols présentant des risques pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et l'environnement au regard de l'usage pris en compte, l'autorité titulaire du pouvoir de police peut, après mise en demeure, assurer d'office l'exécution des travaux nécessaires aux frais du responsable [...] "II. Au sens du I, on entend par responsable, par ordre de priorité : [...] 2° A titre subsidiaire, en l'absence de responsable au titre du 1°, le propriétaire de l'assise foncière des sols pollués par une activité ou des déchets tels que mentionnés au 1°, s'il est démontré qu'il a fait preuve de négligence ou qu'il n'est pas étranger à cette pollution.
Constats : Dans le cadre de la mise en sécurité du site et faisant suite à un signalement par un riverain, la présente visite d'inspection avait pour but d'apprécier les actuelles conditions de mise en sécurité du site. Il est constaté: <ul style="list-style-type: none">- l'ouverture des deux portails d'entrée- la fréquentation du site par des clients de l'activité de réparation automobile riveraine au site- l'absence de clôture en limite de propriété du côté des lagunes- un "bourdonnement" au sein du local électrique haute-tension laissant penser à une alimentation électrique toujours présente- une dégradation du local électrique permettant l'accès Les constats évoqués ci-avant démontrent l'absence de mesures visant à limiter l'accès au site industriel et la présence de risque pour des éventuelles personnes, voire des enfants, qui fréquenteraient les bâtiments. <u>À noter:</u> un contact postérieur à la présente inspection avec le gestionnaire du réseau électrique montre que le site industriel est toujours alimenté en électricité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Planche photographique
le 03 mars 2022

